

*Investissement Canada—Loi*

fait, comme le disait un banquier américain récemment, et je cite:

*[Traduction]*

L'Agence d'examen de l'investissement étranger n'est pas l'épouvantail qui a fait fuir les investisseurs étrangers. Il ne faudrait pas trop la blâmer, car d'autres éléments importants y ont contribué.

*[Français]*

La vérité est la suivante: il y a eu un revirement dramatique de l'investissement dans le monde. Nous avons vécu une réorganisation globale du capital et de la main-d'œuvre. Par exemple, la production de l'acier, des autos, des bateaux, de l'électronique, des textiles, des mines se trouve de plus en plus dans des pays nouvellement industrialisés comme la Corée du Sud, le Brésil, les Philippines où les coûts de main-d'œuvre et les taux de taxation sont moindres où la protection de l'environnement est un facteur moins important chez nous, donc exigeant un capital initial moindre. Le sud des États-Unis offre aussi une grande concurrence parce que sa main-d'œuvre est en grande partie non syndiquée. Ceci en plus de la récession de 1982 et la révolution technologique que nous sommes encore en train de traverser sont des facteurs qui expliquent notre malaise économique. C'est là la vérité et les banquiers américains l'ont bien souligné, et je cite encore:

*[Traduction]*

Le problème est simple: quoi que fasse le gouvernement de M. Mulroney, les capitalistes étrangers peuvent faire plus d'argent ailleurs.

*[Français]*

Alors, pourquoi le premier ministre (M. Mulroney) s'en va-t-il aux États-Unis offrir aux Américains ce qu'il nous reste? Voilà ce qu'il est en train de faire.

J'aimerais souligner certains des effets possibles que Investissement Canada pourrait avoir sur mon coin de pays, les provinces de l'Atlantique. Chez nous, les sources de revenu les plus importantes sont la pêche, la forêt, l'exploitation des ressources naturelles et la petite et moyenne entreprises.

Cette nouvelle législation du gouvernement fédéral pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur l'économie régionale. Prenons, par exemple, l'industrie de la pêche au Nouveau-Brunswick où presque toutes les usines de transformation appartiennent à des Canadiens qui doivent faire concurrence sur une base continue avec les usines de la Nouvelle-Angleterre. Si ce projet de loi est adopté, nos entreprises de pêche deviendraient du jour au lendemain vulnérables. Des intérêts étrangers seraient libres de venir acheter ces usines, surtout les indépendantes, dans le but d'éliminer une concurrence pour le produit primaire des pêcheurs. Le seul contrôle gouvernemental qui demeurera sera sur les permis de pêche, mais aucun sur les usines. Quelle sera la valeur de nos permis de pêche si on a plus d'usines pour acheter notre poisson ou si elles sont la propriété d'étrangers qui ont intérêt à tenir le prix de notre poisson très bas? Toutes les communautés le long du golfe Saint-Laurent et de la région Atlantique qui ne dépendent pas des grandes entreprises de pêche et où on retrouve ces plus petites entreprises indépendantes se verraient dans un marasme presque inédit. Et cela pourrait arriver parce que des étrangers essaient, depuis l'implantation de la zone de 200 milles, de se

faire une niche sur la Côte-Est. Nous avons, jusqu'à maintenant le mécanisme et la volonté politique de les empêcher si ce n'était pas à notre avantage. Il est clair que ce gouvernement d'en face n'a pas la volonté politique de protéger nos régions devant les marchés de capitaux libres, et ils veulent défaire le mécanisme qui nous protège.

Les régions avec le plus haut taux de chômage au pays verraient le chômage augmenter davantage. Et l'ironie, c'est que ce même gouvernement est en train d'entreprendre une révision totale de l'admissibilité à l'assurance-chômage; sans doute pour la réduire. Je n'entrerai pas dans ce débat maintenant, ce n'est pas le moment, j'aurai sans doute l'occasion d'en parler plus tard.

Si on a raison de dire que «Investissement Canada» peut être néfaste à l'industrie canadienne de la pêche, la même chose peut être dite lorsqu'on parle de l'industrie très concurrentielle de la forêt où les principaux marchés se trouvent à l'étranger et où les multinationales étrangères pourraient facilement se permettre l'achat de nos petites usines pour ensuite les fermer pour ainsi capturer nos produits primaires non transformés et prendre en main nos marchés traditionnels. On peut imaginer les effets sociaux néfastes d'une telle perte de milliers d'emplois aux provinces de l'Atlantique!

Une autre industrie qui pourrait subir les conséquences d'«Investissement Canada» est sans doute l'industrie de la tourbe, et ce à cause de sa dépendance encore envers les marchés internationaux. Les entreprises de la tourbe des comtés de Kent, Northumberland et Gloucester au Nouveau-Brunswick pourraient facilement être achetées par des étrangers sans que des questions soient posées, pour ensuite contrôler l'exploitation afin que les tourbières autres que les nôtres remplissent les marchés.

Presque toutes les usines de pêches, de forêt, de tourbe et autres industries des petites et moyennes entreprises que j'ai mentionnées sont d'une valeur inférieure au seuil de 5 millions de dollars fixé par le gouvernement, ce qui veut dire qu'elles seront exemptées des examens de révision lorsque des étrangers voudront les acheter.

Je suis catégoriquement opposé à ce nouveau seuil des 5 millions de dollars délimité par le gouvernement. Je le trouve trop élevé. Je suis également opposé à l'idée de changer la présente loi permettant d'exempter les achats indirects de moins de 50 millions de dollars. Je suis carrément contre le fait aussi de laisser dans les mains d'un seul ministre l'autorité de décider des investissements qui seront approuvés. Ces décisions doivent être prises par le Cabinet au sein duquel les ministres de chaque région du pays peuvent avoir leur mot à dire afin d'assurer que les intérêts des divers provinces soient respectés.

Je me sens très mal à l'aise comme Néo-Brunswickois d'avoir à me fier sur la bienveillance d'un ministre, comme l'actuel ministre, pour sauvegarder les intérêts du Nouveau-Brunswick. Je ne vois pas de quelle façon on pourrait avoir une si grande confiance en un ministre pour le laisser décider, seul, du sort des investissements étrangers partout au Canada, alors qu'il est déjà difficile d'avoir confiance en ce gouvernement progressiste conservateur qui coupe à tout bout de champ et qui se préoccupe très peu du développement régional.